

Numéro de marché : **2025DGEDSSM087**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

Procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

### **HEBERGEMENT ET TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE DE L'OUTIL DE GESTION DES ABONNEMENTS AU MAGAZINE DE L'INSERM**

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES VALANT ACTE D'ENGAGEMENT**

Inserm  
Administration du Siège - Pôle Finances  
101 rue de Tolbiac  
75 654 Paris Cedex 13.

ENTRE :

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), établissement public national à caractère scientifique et technologique,

101 rue de Tolbiac - 75654 - Paris cedex 13,

Représenté par son Président-directeur général, Monsieur Didier Samuel et par délégation, Madame Murielle Guillemain, Administratrice du siège par intérim,

Désigné ci-après par le mot « l'Inserm »

D'UNE PART,

ET :

Nom, prénom et qualité du signataire : .....

☐ agissant pour mon propre compte ;

☐ agissant pour le compte de la société : .....

Dont le siège est situé : .....

Inscrite au registre du commerce de : .....

Sous le numéro : .....

☐ agissant en tant que mandataire

☐ du groupement solidaire

☐ du groupement conjoint

pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature du : .....

Désigné ci-après par le mot « le Titulaire »

D'AUTRE PART ;

Bénéfice de l'avance :

☐ Je ne renonce pas

☐ Je renonce

Il est convenu ce qui suit :

## Sommaire

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 - PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - DURÉE DU MARCHÉ .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 - TAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES .....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 7.1 - CONTEXTE .....	7
<i>Article 7.1.1 - Plateforme en ligne - Hébergement.....</i>	<i>8</i>
<i>Article 7.1.2 - Tierce maintenance applicative et évolutive .....</i>	<i>9</i>
<i>Article 7.1.3 - Réversibilité (transfert de connaissances) .....</i>	<i>10</i>
<i>Article 7.1.4 - Maintien et amélioration de l'accessibilité numérique .....</i>	<i>11</i>
<i>Article 7.1.5 - Génération d'un format d'export exploitable directement par l'imprimeur .....</i>	<i>11</i>
ARTICLE 7.2 - LIVRABLES ATTENDUS .....	11
ARTICLE 7.3 - LIEU D'EXECUTION .....	11
ARTICLE 7.4 - CONDITIONS DE LIVRAISON .....	12
ARTICLE 7.5 - DELAIS DE LIVRAISON.....	12
<b>ARTICLE 8 - PENALITES.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 9.1 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES .....	13
ARTICLE 9.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	13
ARTICLE 9.3 - OBLIGATIONS DE L'INSERM.....	14
<b>ARTICLE 10 - OPERATIONS DE VERIFICATION .....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 10.1 - OPERATION DE VERIFICATION QUANTITATIVE .....	14
ARTICLE 10.2 - OPERATION DE VERIFICATION QUALITATIVE .....	14
<i>Article 10.2.1 - Vérification d'aptitude au bon fonctionnement .....</i>	<i>14</i>
<i>Article 10.2.2 - Vérification de service régulier .....</i>	<i>15</i>
<b>ARTICLE 11 - REPRESENTANTS DES PARTIES.....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 11.1 - REPRESENTANT DE L'INSERM .....	16
ARTICLE 11.2 - REPRESENTANT DU TITULAIRE .....	16
ARTICLE 11.3 - FORME DE COMMUNICATIONS .....	16
<b>ARTICLE 12 - DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS ET MODALITES DE COMMANDE .....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 12.1 - GENERALITES .....	16
ARTICLE 12.2 - DELAIS DE VALIDITE .....	17
ARTICLE 12.3 - MODIFICATION.....	17
ARTICLE 12.4 - OBSERVATION ET DATE DE RECEPTION .....	17

ARTICLE 12.5 - ANNULATION .....	17
<b>ARTICLE 13 - GARANTIE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 14 - DETERMINATION DU PRIX DES PRESTATIONS .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 15 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>19</b>
ARTICLE 15.1 - AVANCE .....	19
ARTICLE 15.2 - REGLEMENT DES SOMMES DUES .....	19
ARTICLE 15.3 - FACTURATION .....	19
ARTICLE 15.4 - PAIEMENT .....	20
<b>ARTICLE 16 - GESTION DU PERSONNEL .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 18 - PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>22</b>
ARTICLE 18.1 - CESSIION EXCLUSIVE DES DROITS DU TITULAIRE AU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	22
ARTICLE 18.2 - GARANTIES DES DROITS.....	23
<b>ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 20 - ASSURANCE.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 21 - RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 22 - RESILIATION .....</b>	<b>25</b>
ARTICLE 22.1 - RESILIATION PAR L'INSERM.....	25
ARTICLE 22.2 - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE .....	25
ARTICLE 22.3 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	26
<b>ARTICLE 23 - DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES .....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG/TIC.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ANNEXES :.....</b>	<b>27</b>
ANNEXE N°1 : BORDEREAU DES PRIX .....	27
ANNEXE N°2 : REGLEMENT DE LA CONSULTATION .....	27
1. Pièces à produire .....	27
2. Modalités et critères de sélection .....	28
3. Conditions de présentation des plis.....	29
4. Date limite de réception .....	30
5. Délai de validité des offres .....	30
6. Négociation .....	30

## **Article 1 - Présentation du pouvoir adjudicateur**

Créé en 1964, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale est un établissement public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle du ministère de la Santé et du ministère de la Recherche.

Sa mission est d'améliorer la compréhension des maladies et de raccourcir les délais pour faire bénéficier les patients, le monde médical et les partenaires nationaux et internationaux, des résultats de la recherche.

La présentation de l'Inserm est disponible à l'adresse : <https://www.inserm.fr>

Ses domaines d'activité vont de la biologie fondamentale à la santé publique et son champ de compétence inclut toutes les dimensions fondamentales, médicales, cognitives, cliniques ou appliquées ayant trait à la recherche dans ces domaines.

L'Inserm est implanté en France sur environ 85 sites.

L'Inserm compte 340 unités de recherche, constituées par 1240 équipes de recherche labellisées essentiellement localisées dans les universités et les centres hospitalo-universitaires français. Ces 340 structures de recherche sont mixtes et y travaillent environ 16 000 personnes. Le personnel est composé de 8 000 salariés de l'Institut, de chercheurs d'autres EPST (CNRS, INRAE...), d'universitaires, de chercheurs étrangers, d'étudiants et doctorants.

L'administration centrale est située 101, rue de Tolbiac à Paris.

L'ensemble du personnel administratif du siège et des délégations régionales représente environ 560 personnes.

Le siège de l'Inserm est organisé de la manière suivante :

- **La direction générale ;**
- **Administration du Siège (AdS) ;**
- **Agence comptable principale (ACP) ;**
- **Les départements :**
  - Affaires financières ;
  - Affaires juridiques ;
  - Communication ;
  - Évaluation ;
  - Partenariats et relations extérieures ;
  - Programmes stratégiques ;
  - Ressources humaines ;
  - Science ouverte ;
  - Système d'information.

- **Les instituts thématiques (IT) :**
  - Bases moléculaires et structurales du vivant ;
  - Biologie cellulaire, reproduction, développement et évolution ;
  - Cancer ;
  - Génétique, génomique et bio-informatique ;
  - Immunologie, inflammation, infectiologie et microbiologie ;
  - Neurosciences, sciences cognitives, neurologie, psychiatrie ;
  - Physiopathologie, métabolisme, nutrition ;
  - Santé publique ;
  - Technologies pour la santé.

## **Article 2 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet l'hébergement et la tierce maintenance applicative de l'outil de gestion des abonnements au magazine de l'Inserm.

## **Article 3 - Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti.

## **Article 4 - Forme et montant du marché**

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire conclu en application des dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique.

Il comprend des prestations à prix unitaires et forfaitaires exécutées au moyen de bons de commande.

Le présent marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 89 900 € HT pour l'ensemble de sa durée.

## **Article 5 - Pièces constitutives du marché**

Le présent marché est conclu sur le fondement du Code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- Le présent cahier des clauses particulières valant acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) issu de la réforme de 2021 ;
- Le cadre de réponse technique remis par le titulaire ;

- Un accord de confidentialité RGPD.

Toute clause, portée dans tous les documents présentés par le titulaire (conditions générales du titulaire, tarifs, documentation...), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Le fait qu'une disposition figurant dans un document de rang inférieur ne soit pas expressément mentionnée dans le document de rang supérieur ne fera pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

Le CCAG/TIC issu de l'arrêté du 30 mars 2021, bien que non joint, est réputé connu du titulaire du marché.

Seuls les exemplaires originaux des pièces listées ci-dessus conservés dans les archives de l'Inserm font foi. Le titulaire en reçoit une copie, le cas échéant électronique, à la date de notification du marché conformément aux dispositions de l'article 4.2.1 du CCAG/TIC.

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, sur les documents du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

## **Article 6 - Durée du marché**

Le présent marché est conclu à compter de la date de sa notification pour une durée de 12 mois reconductible tacitement 3 fois, sa durée ne pouvant excéder 48 mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Il reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Toutefois, en cas de non-reconduction, la personne responsable du marché en informe le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard un mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le titulaire est tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché, et au-delà, si nécessaire, pour les obligations afférentes à la confidentialité ou des obligations relatives à l'objet de la prestation.

## **Article 7 - Détail des prestations attendues**

### **Article 7.1 - Contexte**

L'Inserm publie, depuis 2010 et actuellement trois à quatre fois par an, un magazine grand public d'actualités scientifiques diffusé au format papier à près de 25 000 exemplaires. Il est aussi relayé en

version PDF sur Calaméo, et ses archives sont disponibles dans une section d'ipubli, plateforme de publications électroniques et de diffusion des productions éditoriales de l'Inserm.

Le magazine est principalement diffusé auprès des salariés de l'Inserm, qui sont automatiquement abonnés, de particuliers qui en font la demande, et d'institutionnels. Le routage par voie postale est organisé par l'imprimeur avec un fichier en format adapté à un logiciel de routage avec des caractéristiques précises. La gestion des retours NPAI est réalisée en interne par l'Institut.

Une plateforme en ligne permet à chaque abonné, dans le respect des règles du RGPD, de :

- s'abonner,
- choisir entre la version papier ou numérique,
- recevoir des notifications quand un nouveau numéro est mis en ligne,
- déclarer un changement d'adresse,
- contacter par email le responsable de la gestion des abonnements,
- consulter les magazines disponibles et feuilletables en ligne,
- résilier son abonnement,
- supprimer toutes ses données.

Côté administration Inserm, la plateforme permet de :

- gérer des imports de fichiers de données de type csv, xls, xlsx,
- importer par chargement d'un fichier de données la liste des nouveaux salariés Inserm fournie par les ressources humaines de manière périodique,
- opérer un certain nombre de corrections pour s'assurer que les adresses importées correspondent à des couples ville-code postal existants,
- importer par chargement d'un fichier de données des corrections de grande ampleur,
- importer par chargement d'un fichier de données de nouvelles listes de codes postaux et de villes correspondantes ou de nouvelles listes de pays,
- envoyer des demandes de vérification d'adresse,
- supprimer automatiquement les comptes désabonnés depuis plus de 6 mois,
- exporter tout ou partie de la base selon différents filtres.

Le prestataire sera chargé d'assurer la maintenance corrective, adaptative et évolutive de la plateforme de gestion des abonnements en ligne dont les prestations sont détaillées ci-dessous.

Le prestataire peut choisir de garder le socle technique actuel, *open source*, basé sur la plateforme GO Platform (Generative Objects) ou de migrer sur un autre socle technique, également *open source*. Cependant, il devra veiller à respecter l'intégralité des fonctionnalités installées (notamment contrôle des adresses postales, format d'export routage imprimeur, règles d'import de mises à jour RH).

#### **Article 7.1.1 - Plateforme en ligne - Hébergement**

Le prestataire s'engage à mettre en place un système d'hébergement en ligne sur ses serveurs, en utilisant une technologie apte à déployer et à faire évoluer les services attendus.



La plateforme est hébergée en mode SaaS (*Software as a Service*) sur des serveurs de type Microsoft Azure ou équivalents avec des bases de données de type SQL server.

Le site sera protégé par des certificats SSL standards, à fournir si le domaine n'est pas sous inserm.fr ou fournis par la DSI de l'Inserm dans le cas d'un sous-domaine.

La redondance est laissée à l'appréciation du prestataire en fonction des paramètres de l'application.

Les serveurs devront être de type hébergement à haute disponibilité selon les pratiques en vigueur (traditionnellement 99,99 %).

Il sera déployé une instance de recette permettant de tester les évolutions ou corrections avant mise en production sur le serveur officiel.

Le titulaire s'engage en outre à effectuer les travaux permettant d'accéder à la plateforme depuis un sous-domaine de inserm.fr baptisé magazine.inserm.fr et assurant que la navigation dans l'espace abonnements soit transparente pour l'utilisateur.

Un système de sauvegarde automatique sera mis en place pour éviter les pertes de données éventuelles.

#### **Article 7.1.2 - Tierce maintenance applicative et évolutive**

##### **1) Maintenance corrective**

La **maintenance corrective** visera à prendre en charge les anomalies ou dysfonctionnements du site.

La prise en compte des incidents ouverts se fera par email de préférence.

Un support 5j/7 est demandé :

- Jours ouvrés : les jours du lundi au vendredi, hors jours fériés ;
- Heures ouvrées : les heures des jours ouvrées comprises entre 9h et 18h.

Les anomalies se répartissent suivant le degré de gêne engendré pour l'utilisateur :

- **Bloquante** : Anomalie qui rend totalement ou partiellement inopérante une fonctionnalité de l'application prévue dans les spécifications au point d'empêcher la réalisation d'une tâche par un utilisateur. Cette anomalie peut éventuellement affecter l'intégrité des données. Cette anomalie peut conduire à une solution de contournement logicielle validée par l'Inserm ;
- **Non bloquante** : les autres cas.

À compter de la demande de signalement, le titulaire s'engage à intervenir et à remettre en état de fonctionnement le site, éventuellement par une solution de contournement (à court terme, et en tout état de cause complétée par un correctif définitif) dans les délais (en jours/heures ouvrés) suivants :

	Anomalie bloquante	Anomalie non bloquante
Délai de contournement	½ j	3 j
Délai de correction	5 j	10 j

## 2) Maintenance évolutive et adaptative

La **maintenance évolutive** regroupe toutes les implémentations de fonctionnalités nécessaires à l'adaptation d'une application pour la prise en compte de nouveaux besoins. Elle doit permettre la réalisation d'évolutions ou de modifications des programmes existants.

Les évolutions à intégrer sont définies par l'Inserm en fonction :

- D'évolutions réglementaires ;
- Des demandes des utilisateurs ;
- Des améliorations fonctionnelles et/ou techniques proposées par l'Inserm et visant à améliorer les fonctionnalités, l'architecture et les performances du site.

**Chaque intervention de ce type sera validée par une commande éditée par l'Inserm.**

Les évolutions pressenties sont les suivantes (liste non exhaustive) :

- Intégration d'un captcha lors de l'inscription à la plateforme ;
- Différenciation des pages de connexion/inscription (parcours utilisateur) ;
- Optimisation des reprises de données fournies par l'Inserm (meilleur repérage des doublons, règles de traitement) ;
- Création d'un lien unique d'abonnement pour détecter les tentatives d'inscriptions de même utilisateur avec plusieurs adresses email ;
- Installation d'un système de sécurisation à plusieurs facteurs ;
- Intégration par API du système d'envoi de mails (actuellement Brevo) utilisé par le département ;
- Optimisation des règles d'inscription pour faciliter l'entrée des champs adresse en conformité avec les exigences postales de distribution du courrier ;
- Création de scripts facilitant la détection de mouvements de comptes (abonné papier <> numérique <> désabonné) et des demandes de validation des informations entrées par les abonnés dans ces cas ;
- Optimisation des scripts de génération des exports imprimeurs.

La **maintenance adaptative** regroupe toutes les actions permettant d'assurer le maintien en condition opérationnelle de l'application lors d'un changement de version d'une brique logicielle ou matérielle.

Elle est du ressort du prestataire et fera l'objet d'un accord sur des montées de versions potentielles.

### **Article 7.1.3 - Réversibilité (transfert de connaissances)**

Cette prestation a pour but d'organiser, en fin de marché, un transfert de connaissances du titulaire aux personnels désignés par l'Inserm ou à tout autre tiers désigné par celui-ci.

Le titulaire assure, sur demande de l'Inserm et dans un délai de deux (2) mois, une totale réversibilité de l'ensemble des prestations de maintenance de l'application ou de l'application concernée aux équipes de l'Inserm ou à celles proposées par lui (il peut notamment s'agir d'un autre prestataire).

Le titulaire est tenu de mettre à disposition tous les éléments constitutifs de l'écosystème, ainsi que toutes les informations nécessaires et pertinentes pour la bonne prise de connaissance de la nouvelle équipe.

Dans ce cadre, le titulaire doit :

- Organiser des sessions de travail sur les domaines suivants :
  - L'architecture applicative ;
  - L'architecture technique ;
  - L'ensemble des outils développés autour du site ;
  - Les environnements mis en œuvre ;
  - La description de l'organisation de la documentation de référence ;
- Prévoir une assistance technique pendant une période permettant la prise en charge de la maintenance applicative par l'Inserm ou par une personne désignée par l'Institut.

#### **Article 7.1.4 - Maintien et amélioration de l'accessibilité numérique**

Le prestataire devra garantir la conformité au Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA) dans sa dernière version en ligne sur le site [numerique.gouv.fr](http://numerique.gouv.fr), et ce durant tout le cycle de vie du projet. Référentiel utilisé WCAG 2.1 ou RGAA 4.1.

L'Inserm se réserve le droit de faire procéder à un audit indépendant pour vérifier l'accessibilité des livrables.

En cas de non-conformités relevées par l'Inserm et dont la responsabilité relève du titulaire, ce dernier devra prendre à sa charge les correctifs permettant une mise en conformité avec la même diligence que pour toute anomalie non bloquante pour l'ensemble des utilisateurs.

#### **Article 7.1.5 - Génération d'un format d'export exploitable directement par l'imprimeur**

Un module d'export spécifique est demandé ; il doit respecter les spécifications et normes qui sont fournies par l'imprimeur.

#### **Article 7.2 - Livrables attendus**

Les livrables associés à cette prestation sont a minima :

- Planning des correctifs avec jalons de livraison pour recette ;
- Le dossier d'architecture et dossier d'exploitation mis à jour en cas d'évolution ;
- Les spécifications techniques générales mises à jour et détaillées ;
- Les procédures techniques, dont une procédure technique de migration, si nécessaire ;
- Les documents destinés à la formation sur demande de l'Inserm.

La validation de la prestation de réversibilité est achevée après la réalisation du transfert de compétences et la livraison des documents. Elle est sanctionnée par l'émission d'un procès-verbal.

#### **Article 7.3 - Lieu d'exécution**

Les prestations sont assurées généralement dans les locaux du titulaire.

#### **Article 7.4 - Conditions de livraison**

Les livraisons sont effectuées par le titulaire selon les spécifications indiquées sur le bon de commande. Ce document comporte notamment :

- la date de mise en préproduction / production envisagée ;
- la référence du présent marché ;
- le cas échéant, la référence du bon de commande ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des prestations livrées (corrections, adaptations, évolutions...).

La livraison est constatée par tout moyen électronique de confirmation (email notamment).

Lorsque le titulaire sous-traite l'opération de livraison à un tiers dûment accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, le document de livraison du sous-traitant doit reprendre ces mêmes informations à l'exception du numéro du marché.

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, toute la documentation, rédigée de préférence en langue française. Durant la période de garantie, il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Tout dépassement des délais contractuels de livraison par le titulaire peut entraîner à l'encontre de ce dernier l'application des pénalités définies au présent document.

Le titulaire peut être tenu à la demande expresse de l'Inserm d'assurer l'installation et la mise en ordre de marche.

#### **Article 7.5 - Délais de livraison**

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution indiqués au présent document.

En cas de retard sur l'exécution des prestations commandées, l'Inserm se réserve le droit d'appliquer une pénalité calculée selon la formule indiquée à l'article 8 du présent cahier des clauses particulières.

Par ailleurs, en cas de retard dans l'exécution des prestations commandées et indépendamment des pénalités de retard applicables, l'Inserm se réserve la possibilité de pourvoir à ses besoins aux frais et risques du titulaire dans les conditions détaillées par l'article 54 du CCAG/TIC.

### **Article 8 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, lorsque le délai contractuel, éventuellement assorti d'une prolongation accordée conformément à l'article 13 du même CCAG, est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée comme suit :

$$P = (V * R) / 100$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur des prestations en retard (cf. article 14.1 du CCAG)

R = nombre de jours calendaires de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le montant cumulé des pénalités pour la durée d'exécution du présent marché ne peut excéder 5 000 € HT. Au-delà, l'Inserm se réserve la faculté de résilier le marché aux torts du titulaire.

## **Article 9 - Obligations des parties**

### **Article 9.1 - Obligations générales des parties**

Chaque Partie :

- Désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- Exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le marché,
- Assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté au marché,
- Fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- Fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

### **Article 9.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire :

- Réalise les prestations, objet du présent marché, conformément aux documents contractuels,
- Est tenu à une obligation de résultats pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc.) et / ou de la production d'un livrable,
- Fournit les prestations avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux dispositions du marché et aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence,
- Coordonne ses éventuels fournisseurs,
- S'engage à restituer tous les éléments matériels et documentaires mis à sa disposition pour la réalisation des prestations,
- Doit alerter l'Inserm sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance, pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à l'Inserm,

- S'engage à faire exécuter les prestations par l'équipe d'intervenants, dont les profils ont été fournis et acceptés par l'Inserm, telle que décrite dans sa proposition ainsi qu'à fournir toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché.

### **Article 9.3 - Obligations de l'Inserm**

Dès la notification du marché et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'Inserm s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- Avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser.

## **Article 10 - Opérations de vérification**

### **Article 10.1 - Opération de vérification quantitative**

Les opérations de vérifications quantitatives sont effectuées conformément aux dispositions de l'article 31 du CCAG/TIC.

### **Article 10.2 - Opération de vérification qualitative**

En application de l'article 32 du CCAG/TIC, les vérifications doivent permettre de contrôler la conformité fonctionnelle et technique, le respect des performances, la bonne intégration, y compris l'absence de régression des éléments précédemment vérifiés.

Les étapes de vérification débutent dès lors qu'il est constaté que la fourniture des livrables et/ou des prestations à vérifier est complète. Ce constat se matérialise par la signature par l'Inserm du procès-verbal de livraison accompagnant chacune des livraisons (documentations, composants, évolutions ...) réalisées par le titulaire.

La phase de vérification d'aptitude au bon fonctionnement correspond à la phase de recette provisoire des prestations.

La phase de vérification de service régulier correspond à la phase de recette définitive des prestations.

Les opérations de vérifications sont réalisées en conformité aux stipulations du présent document.

#### **Article 10.2.1 - Vérification d'aptitude au bon fonctionnement**

Le délai imparti à l'Inserm pour procéder à la vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) est celui prévu à l'article 33.2.1 du CCAG – TIC.

Si l'Inserm a pu dérouler l'intégralité des tests à mener dans un délai inférieur à la durée prévue pour la phase de VABF et que les conditions de prononciation sont remplies, l'Inserm peut prononcer l'admission de la phase de manière anticipée.

Si l'Inserm notifie un report de contrôle de VABF, le titulaire corrige sous deux semaines les anomalies constatées.

À compter de la date de livraison des correctifs, si des anomalies subsistent à la fin de la période de contrôle, l'Inserm dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications, et notifier au titulaire sa décision de prononcer ou non la VABF.

Au cas où un deuxième puis un troisième report de contrôle de VABF est prononcé, la procédure à suivre par l'Inserm et le titulaire est la même que lors du premier report.

La durée totale de la VABF ne peut pas excéder trois mois calendaires.

Lorsque la VABF est prononcée, le titulaire fournit un document récapitulant toutes les anomalies détectées au cours de la VABF ainsi que la suite donnée à chacune d'entre elles.

La prononciation de la VABF donne obligatoirement lieu à la rédaction d'un procès-verbal signé par le représentant de l'Inserm.

#### **Article 10.2.2 - Vérification de service régulier**

Le délai imparti à l'Inserm pour procéder à la vérification de service régulier (VSR) et notifier sa décision est celui prévu à l'article 33.2.2 du CCAG – TIC.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'Inserm prend une décision d'admission des prestations. L'Inserm peut prononcer l'admission des prestations de manière anticipée.

Si l'Inserm notifie un report de contrôle de VSR, le titulaire corrige sous deux semaines les anomalies constatées.

À compter de la date de livraison des correctifs, si des anomalies subsistent à la fin de la période de contrôle, l'Inserm dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications, et notifier au titulaire sa décision de prononcer ou non la réception des prestations.

Au cas où un deuxième puis un troisième report de contrôle de VSR est prononcé, la procédure à suivre par l'Inserm et le titulaire est la même que lors du premier report.

Lorsque la VSR est prononcée, le titulaire fournit un document récapitulant toutes les anomalies détectées au cours de la VSR ainsi que la suite donnée à chacune d'entre elles.

La prononciation de la VSR donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal signé par le représentant de l'Inserm. Elle vaut prononciation de la réception.

À l'issue des opérations de vérifications, le pouvoir adjudicateur prend une décision prévue à l'article 33 du CCAG/TIC.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAGT/TIC, l'Inserm n'avertit pas le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification.

## **Article 11 - Représentants des parties**

### **Article 11.1 - Représentant de l'Inserm**

En application de l'article 3.3 du CCAG/TIC, le représentant habilité à engager l'Administration pour l'exécution du marché est le Président-directeur général de l'Inserm en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le responsable technique du suivi et de l'exécution du marché est la directrice du département de la Communication de l'Inserm ou ses représentants désignés, qui sont les interlocuteurs principaux du titulaire.

L'interlocuteur administratif du marché est le responsable des achats de l'Administration du Siège.

### **Article 11.2 - Représentant du titulaire**

Le titulaire désigne dans son offre un interlocuteur unique qui est habilité à effectuer l'analyse des besoins (avec le correspondant de l'Inserm), à contrôler la qualité des matériels installés et à assurer leur évolution vers un optimum, animer les réunions avec l'Inserm et à prendre des décisions pour assurer le bon déroulement des prestations.

### **Article 11.3 - Forme de communications**

À titre de convention pour preuve (loi du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique), l'Inserm et le titulaire conviennent que tous les échanges, liés au suivi et à la gestion des prestations, réalisés par courrier électronique par les représentants des deux parties dans le cadre de l'exécution des prestations confiées au titulaire de marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

Ces échanges dématérialisés n'ont pas à être signés au sens des dispositions de l'article 1316-4 du code civil.

## **Article 12 - Déclenchement des prestations et modalités de commande**

### **Article 12.1 - Généralités**

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG/TIC, l'exécution des prestations à prix forfaitaires du marché débute à compter de sa date de notification.

L'exécution des unités d'œuvre est déclenchée par l'émission de bons de commande par l'Inserm, en fonction de ses besoins.

À la demande de l'Inserm, le titulaire propose un devis dans les 3 jours ouvrés suivant la communication du descriptif du besoin sur la base des unités d'œuvres figurant dans le bordereau des prix. Le devis comporte à minima un planning détaillé et le prix de la prestation.



L'Inserm se réserve la possibilité de demander un nouveau devis, dans le cas où la proposition du titulaire n'apparaîtrait pas en adéquation avec la définition du besoin.

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans le bon de commande ou à défaut dans le rétroplanning prévisionnel réalisé lors de l'élaboration du devis en accord avec l'Inserm.

La liste des unités d'œuvre objet du présent marché figure dans le bordereau des prix.

#### **Article 12.2 - Délais de validité**

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires, **même après la fin des délais contractuels du marché**, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois mois calendaires.

#### **Article 12.3 - Modification**

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier, télécopie ou courriel) entre les parties.

La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, ces bons de commande sont transmis au seul mandataire du groupement.

#### **Article 12.4 - Observation et date de réception**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/TIC, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception d'un bon de commande afin de faire connaître à l'Inserm ses observations relatives aux prescriptions du bon de commande.

La date de réception d'un bon de commande est la date de la commande, inscrite sur le bon de commande, plus un jour lors d'un envoi dématérialisé.

#### **Article 12.5 - Annulation**

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais l'Inserm doit régler les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire par écrit.

### **Article 13 - Garantie**

L'article 36 du CCAG/TIC s'applique au présent marché.

La garantie des vices cachés telle que définie aux articles 1641 et suivants du code civil s'applique au présent marché.

Le titulaire est en ce sens garant des produits susceptibles d'être fournis dans le cadre du présent marché.

### **Article 14 - Détermination du prix des prestations**

Les prix déterminés dans le bordereau des prix constituent les prix du présent marché.

Ils sont exprimés en euros HT.

Ils sont unitaires et forfaitaires conformément à la répartition formulée dans le bordereau des prix, annexe au présent document.

Ils comprennent également l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le présent document, notamment les frais de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire, d'assurance et ceux mentionnés à l'article 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG/TIC.

Le taux des taxes applicables notamment de la TVA est celui applicable à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à l'Inserm.

#### **Révision des prix :**

Les demandes de révision des prix sont formulées par le titulaire trois (3) mois avant la date anniversaire du marché. Dans le cas contraire, la demande est rejetée.

Le titulaire transmet un bordereau des prix à jour par courrier électronique à l'adresse suivante : [marches.ads@inserm.fr](mailto:marches.ads@inserm.fr) Les prix sont applicables après leur validation par l'Inserm.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG/TIC, les prix forfaitaires et unitaires sont révisibles selon la formule suivante :

$$P = P^{n-1} \times (\text{Syntec}^n / \text{Syntec}_0)$$

- P est le prix révisé

- Pn-1 est le prix HT révisé au titre de l'année de révision N-1 (s'agissant de la première révision tarifaire, Pn-1 = P m0, prix établis au moment de la remise de l'offre)
- Syntec<sup>n</sup> = Dernier indice Syntec publié au moment de la demande de révision des prix
- Syntec<sub>0</sub> = Indice Syntec du mois de remise des offres pour la première révision tarifaire et indice Syntec<sup>n</sup> utilisé lors de la précédente révision tarifaire pour les révisions suivantes.

Les prix révisés sont applicables après leur validation par l'Inserm. En aucun cas, l'augmentation ne pourra excéder 2 % du montant HT de chaque prix d'origine à la première révision ou des prix de la dernière révision aux révisions suivantes. Dans le cas contraire, l'augmentation est ramenée à 2 %.

## **Article 15 - Modalités de règlement des comptes**

### **Article 15.1 - Avance**

En application de l'article B.11.1 du CCAG/TIC, dans les conditions décrites aux articles R. 2191-6 à R. 2191-9 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire mentionnée par le titulaire dans le présent document.

Le présent document fixe le pourcentage de l'avance à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Les remboursements s'effectuent conformément à l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

### **Article 15.2 - Règlement des sommes dues**

Les prestations à prix forfaitaires sont réglées à terme à échoir après remise de la demande de paiement.

Les prestations à prix unitaires sont réglées à terme échu après remise de la demande de paiement et prononciation de la réception de la prestation correspondante.

### **Article 15.3 - Facturation**

Conformément à la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n°16-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures doivent indiquer :

- Le numéro du bon de commande de référence (Engagement Juridique EJ) à 10 chiffres.
- Le numéro SIRET, identifiant l'Inserm : 18003604800015
- Le code service : INMDISC

La facture comprend, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- La référence du présent marché,
- La désignation de la/ des prestation (s),
- Le montant HT à payer,
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation,
- Le montant TTC,
- Le numéro de compte bancaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président-directeur général de l'Inserm ou son représentant.

L'agent comptable assignataire de la dépense et chargé du règlement est l'Agent Comptable Principal de l'Inserm.

#### **Article 15.4 - Paiement**

Les sommes dues au titre du présent marché sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Inserm.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai, conformément aux dispositions du décret n°2013-269.

Le titulaire est réglé directement par l'Inserm en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint au présent document.

##### **En cas de cotraitance :**

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG/TIC, en cas de groupement solidaire ou conjoint, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG/TIC.

##### **En cas de sous-traitant admis au paiement direct :**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **Article 16 - Gestion du personnel**

Le personnel chargé des prestations reste sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. L'Inserm ne peut donner des ordres directement au personnel du titulaire, toute demande devant transiter par le correspondant permanent du titulaire.

Néanmoins, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient ou lorsque le responsable du Titulaire est absent, le responsable Inserm est susceptible de faire directement des demandes au personnel du titulaire.

La gestion des congés et plus généralement des absences de toute nature restent de la responsabilité du titulaire qui s'attachera à ce que ces éléments ne perturbent pas l'exécution du marché. Il assurera les compléments de formation de son personnel nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Lorsque le personnel du titulaire est amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'Inserm, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur le site.

## **Article 17 - Confidentialité**

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à l'Inserm dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'application du présent marché. Les personnels du titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelé à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers de l'Inserm et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de l'Inserm.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par l'Inserm et des copies qui auraient pu être faites.

L'Inserm s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données de l'Inserm.

L'Inserm accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale de l'Inserm et à l'objet général du marché.

Sauf accord exprès de l'Inserm, le titulaire n'est pas autorisé à copier les données, codes sources ou logiciel hors des plates-formes de l'Inserm qui lui sont allouées.

## **Article 18 - Propriété intellectuelle**

### **Article 18.1 - Cession exclusive des droits du titulaire au pouvoir adjudicateur**

En application de l'article 46.2 du CCAG/TIC, l'Inserm acquiert à titre exclusif, à compter de la livraison et sous condition résolutoire de la réception des résultats, la propriété intellectuelle de l'ensemble des résultats des prestations objet du marché, notamment l'ensemble des codes sources et documentations des développements, rapports et autres études réalisés dans le cadre du marché.

Le prix de la présente cession est compris dans le bordereau des prix.

En application de l'article 46.2 du CCAG TIC et au titre de cette cession des droits d'auteur, le titulaire du marché cède à l'Inserm les droits mentionnés aux articles L. 122-1 et suivants et L. 122-6 du code de la propriété intellectuelle à savoir notamment :

- Le droit de reproduction et utilisation pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur et, sans limitation de nombre tel que papier, magnétique, optique, vidéographique ou autre,
- Le droit de représentation et de diffusion, de quelque façon que ce soit, sur quelque support, réseau que ce soit,

- Le droit d'adaptation, de traduction en toute langue ou tout langage, le droit de corriger, de faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de maintenir, décompiler, modifier, assembler, transcrire,
- Le droit de distribution à des tiers pour être réutilisés.

Cette cession est effective tant pour la France que pour l'étranger et pour toute la durée de protection desdites prestations par les droits d'auteur.

Toutefois, le titulaire reste seul détenteur du savoir-faire et de l'expérience acquise au cours de l'exécution des prestations pour réaliser des prestations similaires auprès de tiers.

Le titulaire s'engage à remettre à l'Inserm, gratuitement, à sa demande, les informations nécessaires pour lui permettre d'effectuer les opérations d'interopérabilité avec d'autres logiciels ou applications.

Le titulaire remet les codes sources dûment documentés à l'Inserm en même temps que les codes exécutables correspondants ainsi que la documentation technique utilisateur et fonctionnelle associée et les manuels d'installation, d'exploitation, de paramétrage, de supervision et d'administration correspondants.

L'Inserm peut rétrocéder ou concéder à titre non exclusif certains des droits d'exploitation mentionnés ci-dessous au bénéfice du titulaire du marché.

### **Article 18.2 - Garanties des droits**

Le titulaire garantit l'Inserm contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle des documents qu'il lui remet et des méthodes et savoir-faire qu'il met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées. Tout résultat obtenu par le titulaire en exécution du présent marché appartient à l'Inserm qui peut en disposer librement.

Si l'Inserm est victime d'un trouble de jouissance, le titulaire prendra immédiatement les mesures propres à faire cesser ce trouble, telles que :

- Soit modifier ou remplacer les éléments en litige de manière à ce qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation,
- Soit faire en sorte que l'Inserm puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement.

Si l'Inserm fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments des prestations, il s'engage pour sa part à :

- Aviser le titulaire dans un délai de quinze jours à compter de l'assignation reçue,
- L'appeler en cause en qualité de garant et accepter qu'il soulève les moyens utiles à sa défense,
- Accepter qu'il négocie, s'il le juge opportun, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de l'Inserm.

Le cas échéant, le distributeur s'engage à ce que les logiciels livrés soient disponibles immédiatement.

Dans l'hypothèse où le distributeur viendrait à perdre les autorisations des éditeurs nécessaires à la commercialisation des logiciels du présent marché dans l'hypothèse où ces Logiciels arriveraient en fin de vie, le distributeur s'engage à en informer l'Inserm six (6) mois à l'avance.

Le distributeur s'engage alors à proposer au client aux mêmes conditions commerciales, soit au prix du bordereau de prix, soit en dessous de ce prix, d'autres Logiciels ayant au minimum les mêmes fonctionnalités et permettant d'assurer le maintien des performances et une compatibilité avec l'Environnement de l'Inserm et ce conformément aux spécifications telles que définies au BPU.

Les parties s'engagent à informer leur personnel qu'il est tenu de respecter les droits de propriété intellectuelle attachés aux divers documents qui lui sont remis à l'occasion de la réalisation du présent marché.

## **Article 19 - Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du présent marché public est possible à condition d'avoir obtenu de l'Inserm l'acceptation du sous-traitant et des modalités de son paiement. Ceci est constaté par un acte spécial signé par l'Inserm et le titulaire.

## **Article 20 - Assurance**

En application de l'article 9 du CCAG/TIC Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour toute la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R. 321-1 du Code des assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile du titulaire après réalisation des prestations attendues, en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, pour tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait du personnel, des collaborateurs ou des matériels du titulaire, de façon à faire bénéficier l'Inserm, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.



Le titulaire reconnaît être assuré pour tous risques, en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Inserm des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement et qui seraient notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Sur demande de l'Inserm, une attestation de la police souscrite doit être fournie.

## **Article 21 - Respect des obligations sociales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Inserm, à l'adresse suivante : [www.e-attestations.com](http://www.e-attestations.com)

Cette transmission s'effectue depuis la plateforme e-attestations.fr.

À défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 22 du présent document.

## **Article 22 - Résiliation**

### **Article 22.1 - Résiliation par l'Inserm**

Par dérogation à l'article 51 du CCAG/TIC, le l'Inserm se réserve la faculté de résilier le présent marché à tout moment, par notification adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un préavis d'un (1) mois avant la date d'effet de la résiliation.

En cas de résiliation, le titulaire remettra à l'Inserm, selon les modalités de réversibilité prévues dans les pièces contractuelles, l'ensemble des éléments suivants les logiciels ou éléments de logiciels et leurs documentations, bases de données, ainsi que les sauvegardes afférentes.

### **Article 22.2 - Résiliation aux torts du titulaire**

Cette résiliation peut notamment intervenir au cas où le titulaire n'a pas correctement assumé ses responsabilités et obligations définies au présent marché et conformément à l'article 50 du CCAG/TIC.

De plus, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire :

- si la mauvaise exécution des prestations objet du marché a donné lieu à des pénalités pendant trois mois consécutifs,
- si, à l'issue des phases de reconduction de vérification d'aptitude au bon fonctionnement (article 10.2.1 du présent CCP) et de vérification de service régulier (article 10.2.2 du présent CCP) prévues du présent marché, aucune réception ne peut être prononcée.

### **Article 22.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Dans les conditions définies à l'article 54 du CCAG/TIC, l'Inserm peut faire faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

### **Article 23 - Différends entre les parties**

En application des dispositions prévues par l'article 55 du CCAG/TIC, en cas de désaccord sur les modalités d'exécution ou l'interprétation du présent marché, les parties se rapprochent en vue de convenir d'un accord amiable avant tout recours contentieux.

Sauf disposition contraire, la loi applicable est la loi française.

En cas de contestations relatives à l'application du présent marché, le tribunal administratif du ressort géographique du lieu de domiciliation de l'établissement est compétent.

## **ANNEXES :**

### **Annexe n°1 : Bordereau des prix**

Voir document joint.

### **Annexe n°2 : Règlement de la consultation**

#### **1. Pièces à produire**

Tous les documents à signer doivent comporter le nom, la qualité de la personne habilitée à engager la société et le cachet commercial.

#### **A. Pièces relatives à la candidature**

**Le candidat complète et remet la lettre de candidature jointe à la présente consultation.**

En application des articles R. 2142-1 et suivants du Code de la commande publique et de l'arrêté 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, elle comporte les éléments suivants :

- Une copie du ou des redressements judiciaires si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires HT réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

En cas de sous-traitance, le candidat produit les mêmes documents concernant les sous-traitants ainsi que le contrat de sous-traitance ou un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

#### **B. Pièces relatives à l'offre**

Doivent être remises les pièces suivantes :

**a) Le Cahier des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement, dûment complété (page 2) et signé, présentant l'offre du candidat qui adhère ainsi aux clauses du marché ;**

**b) Un bordereau des prix original dûment complété et signé ;**

**c) Le cadre de réponse technique dûment complété ;**

**d) Le cas échéant, les demandes de sous-traitance établies sur l'acte spécial de sous-traitance ;**

- e) Un relevé d'identité bancaire ou postal ;
- f) Un extrait Kbis ;
- g) Un engagement RGPD (contrat).

## **2. Modalités et critères de sélection**

### **A. Sélection des candidatures**

Seul le candidat arrivé en tête à l'issue de l'analyse des offres sera sélectionné.

### **B. Sélection des offres**

La sélection sera effectuée dans les conditions prévues à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'Inserm attribuera le marché au candidat ayant remis l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères pondérés énumérés ci-après par ordre d'importance :

Critères	Sous-critères	Pondération
<b>C1. Valeur technique : 50 %</b>	Méthodologie et moyens techniques mis en œuvre pour assurer la qualité des prestations attendues	40 %
	Méthodologie et moyens techniques mis en œuvre pour assurer le respect des obligations légales de l'Institut concernant l'accessibilité numérique selon les référentiels WCAG 2.1 ou RGAA 4.1.	20 %
	Compétences et expériences des personnes dédiées à la réalisation des prestations attendues	40 %
<b>C2. Prix : 35 %</b>	Au regard des prix indiqués à l'annexe financière du cahier des charges valant acte d'engagement <i>*Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) sera examiné sur la base d'un Détail Quantitatif Estimatif (DQE), lequel n'a pas été transmis à ce stade de la procédure</i>	

<b>C3. Responsabilité environnementale et sociétale : 15 %</b>	Écoconception et engagements environnementaux évalués selon les critères RGEN 2 figurant ci-dessous (à jour au 28 mai 2024) *, vous préciserez dans comment vous pourriez les satisfaire :  6.1 (prio 2/3) 8.1 (prio 3/3) 8.2 (prio 3/3) 8.3 (prio 3/3) 8.6 (prio 2/3)  * <a href="https://ecoresponsable.numérique.gouv.fr/publications/referentiel-general-ecoconception/">https://ecoresponsable.numérique.gouv.fr/publications/referentiel-general-ecoconception/</a>  <i>Voir cadre de réponse technique (sous-critère n°1)</i>	70 %
	Engagements sociétaux	30 %

### **3. Conditions de présentation des plis**

#### **3. Conditions de présentation des plis**

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En application de l'article R.2132-7 et suivants du code de la commande publique, la transmission des documents en réponse à la consultation par voie électronique est obligatoire.

Elle s'effectue en utilisant la plateforme PLACE disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de fichiers exécutables «exe» et contenant des macros.

La signature électronique des candidatures et des offres n'est pas exigée.

En cas d'attribution, le candidat devra adresser à l'Inserm par courrier l'original du CCP valant acte d'engagement dûment complété et signé.

#### **4. Date limite de réception**

Les candidatures et les offres doivent impérativement parvenir avant le **10 décembre 2025 à 12h00** (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

. À défaut, elles ne pourront être examinées et seront retournées à leur expéditeur.

#### **5. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour leur réception.

#### **6. Négociation**

L'Inserm se réserve la faculté de négocier avec les trois meilleurs candidats à l'issue de la première analyse des offres, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures.

Les candidats seront invités à négocier soit sous forme d'échange de courriers (mail) soit directement avec la personne publique au cours d'une audition individuelle dans les locaux de l'Inserm à Paris.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des conditions du marché sans pour autant modifier ses caractéristiques principales.

À l'issue de la négociation, les candidats disposeront d'un délai identique pour la remise d'une nouvelle proposition tenant compte des échanges.

Toutefois, l'Inserm se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

À  
le

Pour le titulaire<sup>1</sup>:

À Paris, le

Pour le Président-directeur général de l'Inserm  
et par délégation  
L'Administratrice du Siège  
Murielle Guillemin

---

<sup>1</sup> Faire précéder la signature par la mention « lu et approuvé » et de la date. Indiquer les noms et qualité du signataire et apposer le cachet commercial.